

## ANA PALACIO

Ancien membre du Conseil d'État d'Espagne, ancienne vice-présidente de la Banque mondiale, ancienne ministre des Affaires étrangères d'Espagne

**Steven ERLANGER**

Ana, je ne vais pas vous présenter car vous avez occupé toutes les fonctions. Ana Palacio, c'est à vous.

**Ana PALACIO**

J'avais déjà quelques idées en tête que je ne vais finalement pas partager avec vous car, merci Hubert, vous avez déjà abordé les points essentiels. Je ferai simplement trois commentaires.

Tout d'abord, j'aimerais considérer la situation sous un prisme différent, qui n'est pas celui des citoyens. Ce qui, de nos jours, est de plus en plus déroutant avec les citoyens, et qui a de profondes répercussions sur notre système politique, c'est la montée de l'autoritarisme ici en Europe, où la rationalité était jusqu'alors notre caractère premier. La rationalité nous vient du siècle des Lumières et implique que les choix que nous faisons soient largement basés sur nos intérêts. Aujourd'hui, nous sommes témoins d'une irrationalité grandissante et de l'omniprésence des émotions. Cependant, l'Europe reste finalement un concept juridique et tous nos instruments sont calibrés dans ce sens. Tout notre système est un concept juridique et la légalité est fondée sur la prédictibilité et la certitude. L'émotion est le contraire de la prévisibilité et de la certitude. C'est, de mon point de vue, une problématique que nous devons examiner et approfondir.

En y regardant de plus près, une des raisons qui explique la montée du nationalisme au sein de nos gouvernements est que nous sommes toujours des Etats, et même si certains d'entre nous aimeraient être ailleurs, nous sommes des Etats. Dans nos Etats, nous sommes confrontés au défi de transformer le système de partis politiques traditionnels dans le cadre d'agendas classiques. En ramenant cela au niveau européen, j'appuie Hubert Védrine dans son idée de créer une « Europe puissance ». Mais bien que cela soit clair, nous devrions aussi être honnête et reconnaître que nos citoyens ne partagent pas l'idée de poursuivre la construction de l'Europe. En fait, l'Union Européenne se trouve dans une phase inter-gouvernementale. La crise de la Commission signifie plusieurs choses, mais elle est tout d'abord le reflet de cette phase inter-gouvernementale avec l'éclatement du PPE et du PSC, dont les travaux communs nous ont fait avancer via des accords et une discipline stricte.

Enfin, mon dernier commentaire se porte sur le fait que ça n'est plus « notre monde » et il est difficile de s'y habituer. Ça n'est pas un monde européen ou occidental, et bien qu'on le dise haut et fort, nous ne l'avons pas encore intégré. Soit nous paniquons, soit nous avons une réaction disproportionnée. Je pense que nous devons regarder l'avenir avec lucidité, et ce qui nous attend rejoint l'observation faite par Kevin Rudd. C'est légèrement en contradiction avec ce que je viens juste de dire mais nous devons aborder rationnellement notre dépendance envers les Etats-Unis, nos liens transatlantiques.

**Steven ERLANGER**

Merci beaucoup.